



HAL
open science

Jean François Copé (1964 -)

Thomas Marty

► **To cite this version:**

| Thomas Marty. Jean François Copé (1964 -). 2010. hal-01366593

HAL Id: hal-01366593

<https://hal.science/hal-01366593v1>

Submitted on 22 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Thomas Marty

Université de Strasbourg, GSPE (UMR 7012)

« Jean-François Copé »

Le député-maire de Meaux et président du groupe UMP à l'Assemblée nationale se situe actuellement dans une position de pouvoir transitoire. Tout en cherchant à incarner les contours d'un pouvoir législatif renforcé, il affiche distinctement des ambitions qui penchent plutôt vers le pouvoir exécutif, en anticipant une candidature à la présidentielle de 2017, et qui paraissent plus conformes à l'image de soi générée par les aspirations sociales de cet énarque de ministère.

Né en 1964 à Boulogne-Billancourt d'une lignée paternelle juive de médecins originaire de Roumanie (son grand-père « Copelovici » arrive en France en 1926 et s'installe en médecine générale, son père est un chirurgien proctologue réputé) et d'une mère pied-noire (qui assiste professionnellement son mari), JF. Copé est quant à lui diplômé de l'IEP de Paris en 1985 avant de sortir 35^{ème} sur 140 de l'ÉNA en 1989. Ayant choisi le corps des administrateurs civils, il se spécialise dans l'économie tant dans ses tâches administratives que dans celles d'enseignement. Il est en effet successivement chef du bureau des études économiques à la Caisse des dépôts et consignations (de 1989 à 1991) puis directeur de cabinet du président du Crédit local de France (de 1991 à 1993). Parallèlement puis ultérieurement, il enseigne l'économie et les finances locales à l'ÉNA, à l'IEP de Paris (de 1990 à 1993) et à l'université Paris VIII (de 1998 à 2002). Dans le même registre et bien que critiqué sur ce point, il est devenu depuis 2007 avocat-médiateur dans un des plus importants cabinets d'affaires au monde Gide Loyrette et Nouel tout en demeurant député-maire.

Sa véritable carrière se déroule en fait entre les mandats électifs, obtenus continûment depuis 1995, et les postes ministériels variés qu'il occupe entre 2002 et 2007. Pour son baptême au suffrage universel, c'est à 31 ans en 1995 qu'il parvient, par une candidature

« chiraquienne » dissidente face à un « balladurien », à conquérir la mairie de Meaux, ville de banlieue de 50 000 habitants en Seine-et-Marne. Réélu en 2001 et 2008 au premier tour avec plus des deux tiers des suffrages exprimés, il occupe les fonctions de maire hormis entre 2002 et 2005, où il est adjoint. Il devient également en 2007 président de la communauté d'agglomération du pays de Meaux. Ses expériences locales sont parfois des demi-succès : élu à l'assemblée d'Île-de-France en 1998, il est la tête de liste de l'UMP lors du renouvellement de 2004 mais échoue à reprendre la région au socialiste JP. Huchon en ne réunissant que 40,72% des suffrages exprimés au second tour (il reste membre du Conseil régional jusqu'en 2007). Ce rapport contrarié au suffrage universel se retrouve lors des législatives. D'abord « nommé » député (de la 5^{ème} circonscription de Seine-et-Marne) en 1995 lorsque son statut de suppléant lui permet de succéder à Guy Drut, devenu ministre, il ne conserve pas son mandat en 1997 mais en fait la reconquête en 2002 et 2007 au prix d'un changement de circonscription (la 6^{ème}). De son propre aveu fait en 2009 dans *Un député ça compte énormément*, JF. Copé ne découvre la réalité du travail parlementaire qu'à partir de mai 2007. Député sans réelle expérience, il est en effet élu à cette date à la tête du groupe majoritaire de droite suite au retrait de son principal adversaire, C. Estrosi. En 2008, il complète ce profil nouveau pour lui en se voyant confier la présidence d'une commission extra-parlementaire chargée de réfléchir à une réforme de l'audiovisuel public.

L'élu Copé peut en fait être considéré comme un avatar du militant RPR puis UMP dont le capital politique tient pour l'essentiel à la manière dont il a su, comme d'autres, convertir des ressources scolaires et professionnelles en dispositions expertes et politiques. Adhérent au RPR de J. Chirac dès 1988, il a en charge en 1995, 1997 et 2002 la rédaction des programmes dans leur versant économique. Ce sont surtout les cabinets ministériels que fréquente le plus JF. Copé. Directeur de cabinet de R. Romani, ministre délégué aux relations avec le Sénat de 1993 et 1995, il est lui-même nommé secrétaire d'État aux relations avec le

parlement à partir de mai 2002 et jusqu'en mars 2004 dans le gouvernement de JP. Raffarin. Ministre délégué à l'intérieur en 2004, il accède au poste de ministre délégué au budget et à la réforme de l'État de novembre 2004 à mai 2007 notamment sous le gouvernement de D. de Villepin. Occupant parallèlement les fonctions de porte-parole du gouvernement durant toute cette législature, il en tire un livre bilan intitulé *Promis j'arrête la langue de bois*.

« Privé » de fonctions gouvernementales après l'accession de N. Sarkozy à la présidence de la République (auquel il s'est pourtant rallié), JF. Copé se fait et se veut l'artisan de la co-production législative des réformes et des droits nouveaux accordés à l'opposition parlementaire. Lui qui a longtemps été considéré comme un « proche » de J. Chirac, A. Juppé ou D. de Villepin en profite également pour développer son propre club politique, « GénérationFrance.fr » qui revendique 3500 adhérents et 40 antennes locales. Pour ce qui est de sa carrière, JF. Copé peut utilement être comparé à ceux de sa génération partisane qui disposant d'un capital politique de départ sensiblement équivalent (F. Baroin, X. Bertrand, L. Châtel, R. Dutreil, H. Gaymard) n'ont pas tous pu ou su en tirer les mêmes bénéfices.